

MICHEL FOUCHER

Membre du Conseil d'orientation du Cycle des hautes études européennes, conseiller études au MEDEF

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Je vais maintenant passer la parole à un géographe devenu patron pendant quelques années du Centre d'Analyse et de Prévision du quai d'Orsay, puis ambassadeur, qui connaît bien les pays baltes et un penseur. Mon cher Michel, à toi.

Michel Foucher

Merci, Thierry, merci à tous les organisateurs. J'avais proposé de partager quelques réflexions sur le Sud global entre parenthèses, avec quatre considérations, terme assez peu employé sauf par notre ami de Shanghai.

Un, c'est une représentation du monde. La géographie est objective et subjective. En tant que géographe, je dirais qu'il s'agit d'une carte mentale. C'est un terme qui avait été forgé en 1969 par un chercheur américain engagé d'Ann Arbor, pendant la guerre américaine au Vietnam, pour dénoncer la domination du Nord. Un peu tombé dans l'oubli, ça a été jugé par *The Economist*, comme l'expression de l'année 2023. C'est quelque chose d'assez récent qui enrichit en quelque sorte le *Dictionnaire des idées reçues*, pour citer Flaubert, dans lequel on trouve aussi depuis deux ans le collectif Na Zapad, l'Occident collectif, dont Tatiana m'a expliqué que cela s'opposait à la majorité globale. Nous avons donc deux concepts, le Sud global et la majorité globale. Gustave Flaubert avait sous-titré son *Dictionnaire* : le catalogue des idées chic, et dans les médias français, c'est très chic, tout comme dans les médias d'autres pays.

Sur le fond, nous l'avons d'ailleurs vu pendant trois jours, ça tend à se substituer à l'idée de pays émergent. Cette concurrence des termes est assez intéressante parce que ça signale que les questions géopolitiques sont essentielles dans les décisions économiques.

Deuxièmement, une analyse un peu critique de cette expression. Vous le savez très bien, en linguistique, le stéréotype est plus intéressant par celui qui l'emploie, le locuteur, que par son contenu. Sans vouloir offenser ceux qui dans cette salle emploient ce terme, c'est d'abord utilisé comme une machine de guerre narrative antioccidentale. À la manette, nos amis chinois évidemment, qui utilisent cette vision de manière délibérée et constante. Je me permets de citer l'introduction du Forum sur la coopération sino-africaine, le FOCAC, à Pékin, en septembre 2024. Je cite le représentant spécial du gouvernement chinois pour les affaires africaines : « Le monde connaît des transformations profondes portées par l'ascension du Sud global. Notre histoire ne retournera pas aux vieux jours du colonialisme. Il dénonce la montée de la mentalité de guerre froide. » Dans toutes les visites officielles à Pékin ou dans

les réunions internationales où participe la Chine, par exemple le G20 à Bali, le terme est employé. En fait, il exprime une continuité de la vision chinoise du monde depuis la conférence de Bandung en 1955. Le terme n'était alors pas employé, on était plutôt sur le non-alignement, mais il y avait déjà cette idée contre la mentalité de guerre froide, dénonciation de la logique des blocs, éloigner les forces militaires américaines de l'Asie orientale promise aux seuls Asiatiques. C'est la doctrine Monroe de l'Indopacifique, donc tributaire de l'influence chinoise. Bâtir une communauté d'intérêts avec l'ancien tiers-monde. Et la Chine est leader puisque la Chine est un pays en développement, comme chacun sait.

Nous trouvons un sous-produit de cela chez des experts russes que nous connaissons, depuis deux ans. Loukianov a l'audace de dire : « La Russie est le porte-parole d'un Sud global lassé de la domination occidentale sur les affaires du monde. » J'ai également repéré que Sergueï Lavrov à Vientiane, lors d'une réunion de ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN a déclaré qu'il fallait faire partir d'Eurasie les forces extrarégionales. L'expression Sud global est donc associée à Eurasie et à la logique de bloc, guerre froide, etc. C'est l'aspect un peu critique de cette élocution.

Toutefois, puisque l'esprit de la conférence est d'être réaliste et positif, on résume ce que l'on dit depuis trois jours et notamment depuis l'introduction de Thierry – mais j'avais préparé mon texte avant – cette expression nous dit quelque chose, il faut donc que l'on y réponde. Elle nous dit que nous sommes dans un monde où les puissances moyennes s'expriment, et ces puissances moyennes sont westphaliennes. Nous avons entendu parler d'État-nation pendant deux jours pour cette partie du monde où ce n'est pas encore consolidé. Et comme disait Von Bülow en 1897 en critiquant la France et le Royaume-Uni qui s'étaient partagé l'Afrique, à cette époque l'Allemagne voulait sa place au soleil. Nous avons des puissances moyennes qui veulent être reconnues comme acteurs d'un jeu international. On peut toujours dire que ce n'est pas un ensemble homogène, que c'est différent du tiers-monde d'Alfred Sauvy fondé sur la croissance démographique. Quand l'on regarde la carte des BRICS+ et surtout des aspirants, il y a un recoupement assez fort et il manque le Chili et deux-trois États.

Cependant, la politique des États membres de ce Sud global, si j'ose dire, est une politique d'intérêts nationaux. Je prends trois exemples. Le Vietnam pratique ce que leurs diplomates appellent une neutralité active, une politique extérieure qu'ils appellent omnidirectionnelle ou, dans la version vietnamienne, la diplomatie du bambou. Donc, on reçoit Poutine, mais on vend aux États-Unis pour bénéficier des difficultés sino-américaines. L'Indonésie au moment du G20 – l'Indonésie est un grand pays que je cite avec plaisir à cause de Bandung, ils sont en train de retrouver ça – parle de politique diplomatique de neutralité libre et active, « bebas aktif » en bahasa indonesia. Et en même temps, ils ont obtenu un accord de 169 mots pour condamner l'invasion russe, novembre 2022. L'Inde a organisé, quand elle présidait le G20 en janvier 2023, la Voice of Global South Summit. Il y avait alors 125 États participants, mais l'Inde appuie sa modernisation économique sur ses importations chinoises. Vous voyez les contradictions. Entre parenthèses, l'Inde et la Chine sont des pays de l'hémisphère nord, mais j'accepte cette incohérence géographique.

Il s'agit donc d'une référence partagée, incantatoire, mais il n'y a pas de posture contestataire à l'égard de l'ordre international. Tous ces pays veulent faire partie du système et notamment

de l'économie de marché. Simplement, ils font leur marché entre Pékin, Washington et Bruxelles et ils ont raison.

Je vais terminer avec mon dernier point, en rendant hommage aux propos du général Béhanzin. Il faut que l'on comprenne une fois pour toutes que nous n'avons plus le monopole de la puissance normative et narrative. Il faut donc entendre ce qui se dit depuis ce que j'appellerai les Suds locaux. Je vous donne un exemple qui intéresse la France.

Pour moi, le principe général du système international – et je ferai une référence qui ne déplaira pas à Thierry – c'est Tocqueville, c'est l'égalité des conditions. Les éléments symboliques sont tout aussi importants que les statistiques de commerce extérieur ou d'investissement. Exemple récent que je prends au Sénégal. On a beaucoup parlé de la jeunesse africaine, eh bien la jeunesse africaine interpelle les vieux pays coloniaux comme le mien et c'est bien. Le Président sénégalais Bassirou Diomaye Faye vient de déclarer, dans *Le Monde* du 30 novembre 2024, il y a 15 jours, à propos de la présence militaire française maintenue par ses prédécesseurs : « Combien y a-t-il de soldats sénégalais en France ? Pourquoi Paris doit-il décider avec la mission de Jean-Marie Bockel que dans tel pays souverain et indépendant, il faudrait 100 soldats ? Ceci ne correspond pas à notre conception de la souveraineté et de l'indépendance. Il faut inverser les rôles et voir ce que les Français accepteraient ou non. »

Je fais tout de même une petite note de bas de page. Si le Président sénégalais dit ça, c'est qu'il a été élu démocratiquement et quand il n'a plus besoin de soldats français pour protéger son pouvoir. Vous connaissez, cher général, un pays voisin du nord-est de votre pays où un ancien président disait : « Tant que les Français sont là dans les bases, je suis tranquille » ; je ne le citerai pas par charité.

Nous pouvons ensuite décliner tout cela, mais je vais arrêter. Récemment, un agent provocateur bien connu, Kishore Mahbubani, a profité de l'arrivée au pouvoir d'un premier ministre travailliste plus ouvert et plus réaliste au Royaume-Uni, en lui suggérant comme preuve de son ouverture au vaste monde de transférer le siège du Royaume-Uni au Conseil de sécurité à l'Inde. Mais la réforme du Conseil est devant nous. Il faut donc cesser de négliger les Suds locaux. Le président Biden n'a fait qu'un seul voyage en Afrique, pendant tout son mandat, la semaine dernière en Angola ; un seul. Le président Xi Jinping en a fait cinq, il a reçu 20 chefs d'État avant la FOCAC. Biden a reçu un seul chef d'État africain, William Ruto, le Kenyan, au cours des 15 dernières années.

En même temps, les dirigeants et experts africains ne sont pas dupes de ce qu'ils appellent avec un peu d'ironie, « nos nouveaux amis chinois ». J'étais tout à fait frappé de voir que la diplomate experte sud-africaine – et j'ai confirmé ça tout à l'heure au café et Jean-Michel Severino l'a prouvé avec des chiffres – a expliqué que l'Afrique du Sud a changé de partenaire commercial. Ce n'est plus l'Europe ou les États-Unis, c'est la Chine, mais ce sont toujours les mêmes matières premières exportées sans plus-value ; c'est toujours le même problème. Vous voyez donc que les choses sont assez complexes.

Je termine sur une phrase bien connue que j'aime citer puisque nous avons ici un ami indien. Jaishankar, le ministre indien des Affaires étrangères, à Bratislava, à la réunion de sécurité qui s'intitule GLOBSEC, donc sur l'Ukraine, a dit : « L'Europe doit se défaire d'un état d'esprit

qui veut que ses problèmes soient des problèmes mondiaux, mais que ceux du monde ne soient pas les siens. » Il faisait évidemment référence au conflit qui n'est jamais terminé entre l'Inde et la Chine dans l'Himalaya.

Je vais conclure sur l'idée, et c'est en fait ce qui est fait ici depuis trois jours et depuis longtemps, selon laquelle il faut travailler avec ceux, les Suds locaux, nos partenaires, et pas seulement pour des raisons économiques, en égalité des conditions sur les sujets d'intérêt commun : la santé, l'énergie, les technologies, la monnaie, les normes, les règles, en se défaisant d'une attitude d'arrogance coloniale. Merci de votre attention.